



le libertaire

revue de synthèse anarchiste

N° 61
MARS 2014

Édité par le
groupe libertaire Jules. Durand

Pour en finir avec la culpabilisation des abstentionnistes

Agir au lieu d'élire, voilà un slogan qui gagne en audience et qui se met en application au fur et à mesure des joutes électorales.

Cette prise de position des abstentionnistes s'inscrit dans un projet politique qui vise à déconstruire toutes les formes de pouvoir afin d'organiser les luttes économiques et sociales d'aujourd'hui et à venir. C'en est fini de courir après la démocratie représentative ou la dite démocratie participative sa petite cousine. Ces types de démocratie permettent au système en place de se maintenir voire de se renforcer en laissant sur le bord du chemin des millions de pauvres, de mal logés et tous « les sans » qui essaient de survivre tant bien que mal mais plutôt mal.

Nous ne répèterons jamais assez que l'égalité politique sans égalité économique est une fiction.

La droite et la gauche usées jusqu'à la corde agitent la menace des extrémistes et des populistes sans indiquer que le populisme comme le fascisme se nourrissent la plupart du temps à la mamelle électorale. Mais ce n'est pas l'abstention qui favorise les identitaires, le F.N. ou autres chapelles d'extrême droite. En d'autres termes, les politiciens en poste ou aspirant à l'être tentent de nous faire croire qu'on doit voter pour éviter le pire alors qu'ils sont responsables de cette montée d'idées nauséabondes. En clair les politicards cherchent à se dédouaner en trouvant un bouc-émissaire : l'abstentionniste, en effectuant un transfert de responsabilités. Regardons tous ces Dumas, DSK, Guérini, Cahuzac, Pasqua, Carignon, Woerth, Copé, Buisson etc...avec toutes les casseroles qu'ils se traînent. Les dernières décennies nous ont démontré que les stratégies électoralistes ont plombé l'action collective.

Mais de plus en plus de citoyens désirent s'abstenir afin de ne plus cautionner les partis et ils démontrent aussi qu'ils ne comptent pas céder aux sirènes de l'extrême droite. Dans ce cadre l'abstention relève d'un acte éminemment politique. Ils en ont assez d'élire un

mandataire qui de fait n'a aucun mandat à respecter et qui fait souvent le contraire de ce à quoi il s'était engagé.

Refuser d'exercer son droit de vote, c'est casser la légitimité du pouvoir fondée sur un épisodique lien électoral et affirmer sa souveraineté individuelle dans un avenir collectif.

La gauche aura beau lancer des appels à une conscience républicaine, elle nous repasse les mêmes plats sans perspectives attractives. Ne doutons pas que de nombreuses personnalités du monde politique voire syndical ou associatif jouent leur poste et leurs petits pouvoirs mais toutes ces personnes ne nous

demandent en réalité que de continuer à jouir de leurs prérogatives et à fonctionner sur la délégation de pouvoir. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, cette proclamation datant de la Première Internationale dont on fêtera les 150 ans cette année n'a jamais autant été d'actualité.

Le dernier tour de force du gouvernement Hollande a été d'envisager le gel des avancements dans la fonction publique. Sarkozy avait promis quant à lui des suppressions de postes par milliers pour avoir des agents mieux payés. On sait ce qu'il est advenu de cette promesse : des dizaines de milliers de postes supprimés avec des fonctionnaires dont le point d'indice est bloqué depuis 2010. Hollande voulait-il parachever le travail entrepris par la droite ? Dans le secteur privé, le pouvoir d'achat est lui aussi bloqué et les plans de licenciements se suivent en cascade : le taux de chômage atteint des records. Encore des promesses non tenues...**Alors abstentionniste, fais des petits pour rendre illégitime leur démocratie, retrouve le chemin de la lutte car le capitalisme sera éternel si l'histoire se fossilise dans l'urne.**

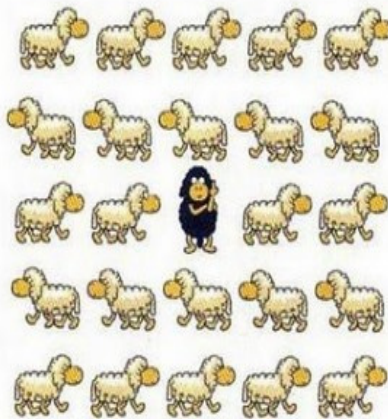
Abstentionnisme

Doctrine qui préconise l'abstention en matière électorale », dit le Larousse. Fanfani le définit plus précisément : « Ne pas vouloir exercer les droits politiques ni participer aux affaires publiques ». Ces définitions toutefois ne disent rien par elles-mêmes sur la raison, la signification et la portée de l'abstention. Une note du même Larousse va nous permettre de les établir contradictoirement. Elle est ainsi conçue : « L'abstention politique qui a pour cause la négligence ou l'indifférence prouve un oubli égoïste et blâmable des devoirs du citoyen. Quelquefois, elle est pratiquée systématiquement comme un mode de protestation, soit contre le gouvernement établi, soit contre un mode de suffrage qui n'offre pas de garanties suffisantes. »

Eh bien! ce n'est pas par négligence ou indifférence, ni par protestation contre tel ou tel gouvernement ou un mode particulier de suffrage que nous sommes abstentionnistes, mais bien par une question de principe.

Nous n'admettons pas un soi-disant droit de majorité. Remarquons en passant qu'il est mathématiquement prouvé qu'aucun parlement ou gouvernement n'a jamais représenté jusqu'à présent la majorité réelle d'un peuple, mais cela dût-il se produire, que nous contesterions toujours à ce parlement ou gouvernement le droit de soumettre à sa loi la minorité. Sans aller jusqu'à prétendre que les majorités ont toujours tort ; il nous suffit d'établir que les minorités ont souvent raison ou même simplement qu'elles peuvent aussi avoir raison, pour

rejeter tout droit de majorité. A moins du cas particulier de ne pouvoir choisir qu'entre deux décisions et d'impossibilité matérielle d'appliquer librement les deux à la fois, la minorité garde pour nous une égale liberté d'action que la majorité. Le droit de la minorité ne sera naturellement inférieur à celui de la majorité que dans la mesure où ses forces de réalisation le seraient aussi.



Ajoutons que nous revendiquons non seulement un droit du groupe minoritaire identique à celui du groupe majoritaire, mais aussi un droit individuel limité uniquement par le peu de moyens qu'un individu représente à lui seul.

Il y a à cela une raison fondamentale. Toute invention, découverte ou vérité nouvelle, dans tous les domaines de la vie, n'est jamais due qu'à des individus isolés ou à la coopération étroite de petits groupements, bien que ces individus et groupements aient profité en somme, entre temps, de l'ensemble des connaissances humaines, sans lesquelles le nouveau pas en avant deviendrait inconcevable. Or, rien n'est évidemment plus nuisible à un progrès, rien ne saurait le retarder davantage que d'en faire dépendre l'application de la conquête préalable de la majorité. La plus large liberté d'expé-

rience, l'autonomie nullement entravée pour les plus différents essais, tentatives ou applications, voilà les conditions indispensables à toute nouvelle réalisation audacieuse et féconde, conditions en opposition formelle avec tout soi-disant droit de majorité. D'ailleurs, si les novateurs se trouvent être dans l'erreur, rien ne saurait mieux le prouver que l'expérience, après laquelle ils pourront soit abandonner leur tentative, soit la modifier.

L'adage que les absents ont toujours tort ne saurait s'appliquer à l'abstentionnisme anarchiste ; disons plus, c'est aux électeurs qu'il doit s'appliquer et non aux élus. Nous formulons ainsi non un paradoxe, mais au contraire une vérité assez facile à démontrer. En effet, l'absence la plus à regretter est-ce celle des quelques minutes nécessaires pour voter, ou celle de tous les jours de l'année? Car le fait de voter implique en somme le renoncement à s'occuper directement de la chose publique pour une période déterminée, au cours de laquelle l'élu reste chargé de s'en occuper au lieu et place des électeurs, ceux-ci devenant ainsi les absents toujours dans leur tort. Et les faits ne démontrent que trop qu'ils le sont réellement.

Evidemment, l'abstentionniste qui ne l'est que par négligence ou indifférence, se trouve dans le même cas ;

mais il en est tout autrement de l'anarchiste. Il refuse, lui, de s'absenter partout où son sort se discute et se trouve en jeu, il veut s'y trouver présent pour peser de toutes ses forces sur la décision à intervenir.

Les « devoirs du citoyen » – si devoirs il y a – ne sauraient être ramenés à l'obligation de déposer un bulletin dans l'urne ; ils ne peuvent que trouver leur application à tout instant où le besoin s'en fait sentir, tandis que le vote ne signifie en somme que déléguer autrui pour faire son devoir propre, ce qui est évidemment un non-sens.

Que l'on envisage la participation à la chose publique comme un droit ou un devoir, elle ne saurait donner lieu à une délégation, à moins de nier pratiquement ce qui vient d'être affirmé théoriquement.

Voyons. Un homme peut-il s'instruire, s'améliorer, se fortifier par délégation? Non, et cela présuppose avant tout une activité personnelle de chacun, qui peut être, nous l'admettons, plus ou moins favorisée par d'autres, mais toujours dans le sens de l'adage : « aide toi, le ciel t'aidera. » « La superstition – a dit fort bien Gabriel Séailles – consiste à demander à une puissance étrangère ou à attendre d'elle ce qu'on ne se sent pas le courage ou la force de faire soi-même. » N'est-ce pas précisément cela que continuent à faire les foules électorales à la suite des malins de la politique?

Peut-on imaginer une plus mauvaise éducation que celle consistant à se décharger sur quelques rares individus du soin de traiter précisément les questions où l'intérêt de tous est en jeu, et dont la solution pourra avoir les conséquences les plus considérables pour l'humanité?

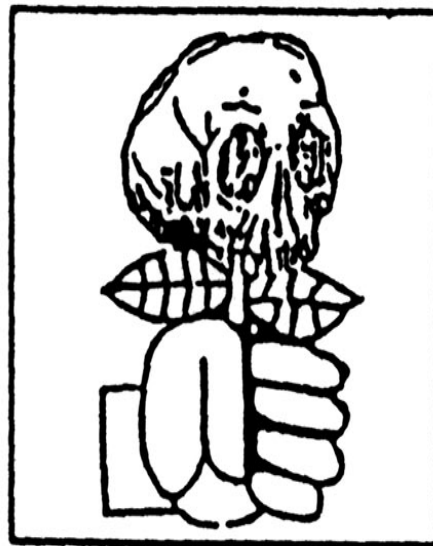
Nous nous abstenons ici d'insister sur les turpitudes de la politique et des politiciens, sur l'écoeürant spectacle toujours offert par le parlementarisme. Il n'y aurait,

par impossible, parmi les élus que des hommes probes, que nous n'en cesserions pas moins d'être les adversaires d'un système qui maintient dans un état de tutelle, de minorité, d'infériorité, la plus grande partie des citoyens.

Se refuser à être électeur ne signifie ainsi dans notre pensée, répétons-le, que revendiquer son droit à exercer dans toutes les affaires publiques une intervention directe, constante et décisive. Nous ne saurions abandonner cela à quelques individus.

Notre abstentionnisme n'est donc pas un oreiller de paresse, mais présuppose toute une action de résistance, de défense, de révolte et de réalisation au jour le jour.

Les socialistes parlementaires n'en ont pas moins prétendu que nous faisons ainsi le jeu de la bourgeoisie.



Examinons les faits de près.

Tout le monde se trouve d'accord pour voir dans le parlementarisme une institution bien bourgeoise. Participer à cette institution c'est donc contribuer à son fonctionnement, à son jeu. Est-il possible de changer ce jeu de bourgeois en socialiste? Les faits sans exception répondent pour nous : Non!

La raison en est bien simple.

Ou la majorité restera bourgeoise et il est incontestable qu'elle imposera son jeu bourgeois à la minorité socialiste. Dans ce cas, toutes les parties sont perdues d'avance, et s'obstiner quand même à jouer avec les bourgeois est incompréhensible, à moins d'admettre que les joueurs socialistes, en perdant tout pour le peuple, peuvent néanmoins gagner quelque chose pour eux-mêmes.

Ou la majorité deviendra socialiste. En ce cas, il est évident que le jeu parlementaire, dont l'origine, le développement et le but sont strictement bourgeois, devra être remplacé par des institutions nouvelles, grâce auxquelles la masse travailleuse ne soit plus jouée.

Pratiquement, l'histoire de toutes les votations et élections, en Suisse surtout, où le système est le plus développé et perfectionné, nous apprend que la bourgeoisie arrive toujours à ses fins, en dépit de toutes les « consultations populaires ». D'ailleurs, les moyens ne lui manquent point pour faire illégalement ce qui ne lui est pas accordé légalement. La façon dont la journée légale de huit heures est appliquée devrait pourtant avoir appris quelque chose à nos votards. Et il en est ainsi, d'ailleurs, de toutes les soi-disant lois de protection ouvrière.

Et c'est précisément parce que le suffrage universel est le jeu bourgeois par excellence, même en dehors de toutes les tricheries auxquelles il se prête si bien, que nous sommes abstentionnistes.

Aux jours d'élections ou votations, le croupier bourgeois crie : Faites vos jeux! Les naïfs qui vont voter verront ramasser leurs bulletins de vote, après quoi ils s'entendront dire : Rien de va plus! Et ce jeu du pouvoir, où le croupier gagne toujours comme à tous les jeux, peut durer éternellement. Les joueurs peuvent bien s'illusionner en réalisant quelques petits gains de temps à autre, mais ils se les verront reprendre avec usure.

rien à notre constatation qu'avec le bulletin de vote le résultat est nul. Or, si telle est la vérité incontestable, ce n'est pas à nous seulement que doit se poser la question : Que faire? – mais chacun doit se la poser individuellement.

L'abstentionnisme anarchiste n'obtiendrait que ce résultat de poser impérieusement et universellement cette question : Que faire ? – que sa valeur apparaîtrait déjà très grande.

Chacun ne pouvant répondre que dans le domaine propre à son activité à la demande : Que faire? – le Parlement apparaît une absurdité, car il doit par définition répondre à tous les besoins de toute la vie sociale.

Les phrases vagues des programmes électoraux n'ont jamais répondu à la redoutable question : Que faire ? C'est une réponse qu'aucune majorité élec

S'il y a un point sur lequel nous sommes absolument sûrs d'être dans le vrai, c'est en conseillant au monde ouvrier de s'abstenir de faire le jeu électoral bourgeois.

Ce principe s'applique pour nous non seulement aux élections des Chambres législatives, mais aussi des Conseils de canton, province ou département et des Conseils communaux, de même qu'aux élections des pouvoirs exécutif et judiciaire, là où elles ont lieu comme en Suisse. Nous l'appliquons en outre à toutes les votations découlant des droits de referendum et d'initiative et de l'introduction de la législation dite directe. (Voir ces mots).

Dans l'impossibilité de contester le bien-fondé de nos objections, les partisans du vote finissent par s'écrier :

- Votre critique stérile ne rime à rien. Dites-nous donc une bonne fois ce qu'il faut faire.

Remarquons d'abord ce fait. Que nous puissions ou non dire ce qu'il faut faire, cela ne change

Avec le système électoral, la grande masse des électeurs s'en rapporte uniquement pour cela à quelques élus. Il en résulte que celui qui vote le fait surtout avec l'idée plus ou moins consciente de s'abstenir ensuite de s'occuper de la chose publique. Il s'en décharge sur son élu. Le vote plus qu'une participation à la vie publique, ne représente qu'un renoncement à s'y mêler. Chaque électeur pense qu'il vaut mieux qu'un autre le fasse pour lui.

Mais la chose publique est si immense, complexe et ardue qu'il n'est pas de trop de la participation directe de toutes les intelligences, capacités et forces pour bien la servir. Or, ou cela se fait en dehors du Parlement et l'utilité de ce dernier apparaît douteuse, ou le Parlement n'intervient que pour ordonner ce que lui Parlement ne sait pas faire à ceux qui le savent, et nous avons le règne systématique de l'incompétence.

torale ne saura jamais donner; mais chaque individu peut et doit la donner pour tout ce qu'il connaît pratiquement des formes innombrables du travail humain.

contre le chômage, la misère, l'exploitation

CONSTRUISONS NOTRE FUTUR



Et c'est précisément parce que le vote n'est que l'escamotage pour le grand nombre de cette question : Que faire? – que nous n'en voulons pas.

L. BERTONI.



N A R C H Y

freedom. education. workers unite!

Pour une abstention constructive et révolutionnaire

On nous matraque, on nous harcèle, on nous culpabilise, depuis notre plus jeune âge, sans nuances et sans présentation d'un point de vue contraire, que voter c'est un devoir incontestable, que c'est notre responsabilité en tant que citoyen, que si on ne vote pas on n'a pas son mot à dire, que des gens sont morts pour avoir ce droit-là. Que c'est la merveilleuse démocratie, pas le meilleur système, mais le moins pire jusqu'à présent. Autant de sophismes, de révision historique, et de détournements de mots et de concepts, qui méritent corrections et réfutations. Sans préciser que beaucoup sont morts pour la défense des opprimés alors qu'ils ne croyaient absolument pas au vote : Francisco Ferrer, Jules Durand, Sacco et Vanzetti et les milliers de travailleurs libertaires durant la Révolution espagnole...

La démocratie : le pouvoir au peuple

Démocratie vient du grec, « Démoskratos » ou « Démos » signifie peuple et « Kratos » le nom d'une divinité symbolisant le pouvoir. On part donc avec la prémisse que démocratie signifie pouvoir au peuple. Le pouvoir se définit comme la capacité d'influencer, la capacité d'action. En quoi exactement, choisir parmi une poignée de « représentants », à peu près aucunement redevables, qui peuvent faire ce qui leur plaît avec nos institutions et les secteurs qu'ils ont à gérer pendant quelques années, est censé nous donner une quelconque capacité d'influencer? D'agir? De décider ce que l'on veut faire de notre vie, de notre communauté, de notre milieu, de notre éducation, de notre santé, de notre économie? Quel impact, quelle influence sur l'ensemble des structures régissant nos vies avons-nous réellement? Tout près du zéro absolu. On nous présente plusieurs plates-formes électorales regroupant un ensemble de positions sur différentes questions, on doit voter en bloc sur toutes les questions d'un coup, même si certaines positions de l'un concordent avec nos valeurs, et d'autres non, et après, c'est chèque en blanc entre deux élections, peu importe ce qui se passe – et dans notre société où tout va en accélérer, il est évident qu'une immense quantité d'évènements et de questionnements peuvent survenir durant les années où des gens sont élus – notre « représentant » ne nous représente pas, il décide pour nous, c'est un gouvernant en règle. Cessons donc de nommer notre système actuel démocratie, et commençons à employer les mots qui concordent à la réalité : dictature élargie à choix multiples.

Les révolutions ratées et le parlementarisme bourgeois

Une autre fausseté que nos évangélistes électoralistes nous sortent souvent, c'est l'argument du soi-disant progrès historique, voulant que notre démocratie soit le résultat des luttes du passé, que la Révolution française et l'abolition de la monarchie, dans le sang, donnerait toute sa légitimité à notre système. C'est de la foutaise; les révolutions ont d'abord eu lieu sur des bases matérielles, les paysans et la masse populaire avaient faim, le roi abusait de plus en plus de son pouvoir de répression et de coercition, de pair avec l'église, pour extorquer de faramineuses taxes et dîmes de toutes sortes. En parallèle, la classe marchande avait réussi à accumuler suffisamment de capitaux pour pouvoir commencer à s'approprier des moyens de production à plus grande échelle, soit les usines et les manufactures. La royauté était un obstacle direct à leur expansion. La future bourgeoisie a donc instrumentalisé la grogne des couches populaires de la société, en formant une alliance temporaire avec eux, leurs futurs travailleurs, leurs futurs producteurs de plus-value, finalement, leurs futurs esclaves, en s'indignant du totalitarisme de la monarchie, et en s'agitant pour une république où règnerait « liberté, égalité, fraternité ». Pourtant, après la révolution, on ne constata qu'une perpétuation de la misère, de l'esclavage salarié et de la loi du plus fort. Ce qu'on appelle démocratie, ce n'est rien d'autre que la façade servant à légitimer la violence organisée d'une classe sur une autre, voilà tout. Le peuple ne s'est pas battu pour « la démocratie », il s'est battu pour mettre fin à son exploitation et sa misère, dans un espoir de libération, très certainement contre la dictature, et faute d'avoir passé par tous ses culs-de-sac historiques, sa grogne féroce et légitime a été instrumentalisée par la bourgeoisie intellectuelle ascendante qui a recréé un système basé sur l'exploitation d'une majorité par une minorité, un parlementarisme bourgeois servant ses intérêts de classe.

La question de la responsabilité

Une autre légende urbaine fort cocasse en ce qui a trait aux élections, c'est de prétendre que c'est notre responsabilité d'aller voter, parce que sinon on laisse les gens décider pour nous. C'est en réalité tout le contraire.

Prenons un exemple fictif, vous voulez faire un jardin communautaire dans votre quartier, là où il y a un espace inutilisé. Un parti propose de le faire, un autre parti propose d'y construire des condos. Notre premier réflexe pourrait très certainement être de se dire « Et bien! Je vais voter pour le parti qui veut faire un jardin communautaire, ça me rejoint! » Le problème, c'est qu'en votant, vous déléguez la responsabilité de concrétiser vos désirs et vos rêves, au parti concerné, et vous acceptez que, si le parti pour lequel vous avez voté perd, il n'y ait pas de jardin communautaire mais bien des condos. Quelqu'un qui à l'inverse se moque du cirque électoral et qui est désireux d'un réel changement, va tout simplement faire son jardin communautaire peu importe ce que n'importe quel parti en pense, et il s'organiserait collectivement avec d'autres gens qui pensent comme lui pour le défendre et faire pression si la ville tente de l'en empêcher.

Voter, c'est au contraire précisément laisser les gens décider pour nous, plus tôt que de s'organiser en collectifs, en assemblées de quartier, en assemblées populaires, en conseils ouvriers, ou peu importe la structure jugée adéquate, afin de concrètement exercer une influence sur notre environnement et nos vies. Et c'est aussi endosser ce mode de fonctionnement politique, et donc « ne pas avoir le droit de chialer » si ce n'est pas votre parti qui entre au pouvoir.

L'économie dicte le politique

Certaines personnes partageant un bon nombre d'idées radicales et remettant en cause notre système sensiblement de la même façon que nous, peuvent tout de même argumenter que de voter pour le parti le plus progressiste, ça nous facilite le terrain, ça favorise la diffusion des idées de gauche, ça crée des logements sociaux, ça fait un gouvernement plus favorable à nos idées et moins répressif. Le problème avec ce raisonnement, c'est que notre gouvernement national n'a aucun contrôle sur l'économie qui est, elle, et depuis longtemps, mondialisée. Nous sommes incroyablement interdépendants avec le monde entier. Ainsi, lorsque l'économie globale se porte bien, comme pendant les Trente glorieuses, on peut se permettre des beaux petits programmes sociaux. Mais lorsqu'il y a une récession ou crise, ce qui est inévitable et constant dans l'histoire du capitalisme, peu importe la doctrine politique du parti, tout le monde doit couper, privatiser et appliquer l'austérité. On n'a qu'à regarder ce que fait Hollande avec son parti « social-démocrate », ou même, pour des exemples plus évidents, voir Carolos Papoulias, le président «

socialiste » Grec, qui en 2010 a finement astiqué la raie du FMI et a coupé massivement dans tout ce qui était coupable : assurance-chômage, santé, éducation, fonds de retraite, fonction publique, tout y est passé. Se battre pour des réformes, des petits gains, des petits changements, dans un système capitaliste, c'est comme bâtir un château de cartes dans un lit d'eau. L'infrastructure d'une société, c'est son économie, tout part de là, et l'économie capitaliste, par ses contradictions intrinsèques, ne fait qu'engendrer récessions et crises cycliques, depuis plus d'un siècle et demi au bas mot. Donc tous ces beaux HLMs, TGV, revenus minimums garantis...tout peut s'effondrer en un claquement de doigts, si une crise économique survient. Ces dix, vingt années de porte-à-porte, de recrutement, de campagnes de financement pour tenter de faire rentrer leur parti » progressiste » ou d'extrême droite, peut être brutalement réduit à néant par un enfoiré à Wall Street qui a fait fructifier de l'argent qui n'existe pas. Ainsi, voter, c'est encourager des gens, qui pour certains ont de la bonne volonté, à investir de l'énergie dans un moyen objectivement futile et inefficace.

Pour clore

En somme, le progrès social n'est pas linéaire, il n'y a pas de « petits gains » à faire jusqu'à la société idéale. Il y a une économie fascisante qui dicte nos faits et gestes, qui dicte le politique comme le social. Et il y a une nécessité, non pas de déléguer la responsabilité à un parti ou à une quelconque structure hiérarchique étrangère à notre vécu, mais bien de nous tous, collectivement, se responsabiliser et agir afin de rompre avec l'ordre dominant. S'instruire, écrire, débattre, diffuser massivement nos idées, poser des actions remettant en cause les bases matérielles du système, acquérir une pratique horizontale et d'action directe, résolument révolutionnaire, et tenter par tous les moyens de radicaliser les mouvements sociaux et de faire surgir le potentiel subversif de mouvements qui peuvent sembler (et qui souvent le sont dans une bonne proportion) réformistes et passifs, voilà des pistes pertinentes et efficaces pour arriver à un monde meilleur.

Un libertaire canadien



Compagnons,

Vous demandez à un homme de bonne volonté, qui n'est ni votant ni candidat, de vous exposer quelles sont ses idées sur l'exercice du droit de suffrage.

Le délai que vous m'accordez est bien court, mais ayant, au sujet du vote électoral, des convictions bien nettes, ce que j'ai à vous dire peut se formuler en quelques mots.

Voter, c'est abdiquer ; nommer un ou plusieurs maîtres pour une période courte ou longue, c'est renoncer à sa propre souveraineté. Qu'il devienne monarque absolu, prince constitutionnel ou simplement mandataire muni d'une petite part de royauté, le candidat que vous portez au trône ou au fauteuil sera votre supérieur. Vous nommez des hommes qui sont au-dessus des lois, puisqu'ils se chargent de les rédiger et que leur mission est de vous faire obéir.

Voter, c'est être dupe ; c'est croire que des hommes comme vous acquerront soudain, au tintement d'une sonnette, la vertu de tout savoir et de tout comprendre. Vos mandataires ayant à légiférer sur toutes choses, des allumettes aux vaisseaux de guerre, de l'échenillage des arbres à l'extermination des peuplades rouges ou noires, il vous semble que leur intelligence grandisse en raison même de l'immensité de la tâche. L'histoire vous enseigne que le contraire a lieu. Le pouvoir a toujours affolé, le parlotage a toujours abêti. Dans les assemblées souveraines, la médiocrité prévaut fatalement.

Voter c'est évoquer la trahison. Sans doute, les votants croient à l'honnêteté de ceux auxquels ils accordent leurs suffrages – et peut-être ont-ils raison le premier jour, quand les candidats sont encore dans la ferveur du premier amour. Mais chaque jour a son lendemain. Dès que le milieu change, l'homme change avec lui. Aujourd'hui, le candidat s'incline devant vous, et peut-être trop bas ; demain, il se redressera et peut-être trop haut. Il mendiait les votes, il vous donnera des ordres. L'ouvrier, devenu contremaître, peut-il rester ce qu'il était avant d'avoir obtenu la faveur du patron ? Le fougueux démocrate n'apprend-il pas à courber l'échine quand le banquier daigne l'inviter à son bureau, quand les valets des rois lui font l'honneur de l'entretenir dans les antichambres ? L'atmosphère de ces corps législatifs est malsain à respirer, vous envoyez vos mandataires dans un milieu de corruption ; ne vous étonnez pas s'ils en sortent corrompus.

N'abdiquez donc pas, ne remettez donc pas vos destinées à des hommes forcément incapables et à des traîtres futurs. Ne votez pas ! Au lieu de confier vos intérêts à d'autres, défendez-les vous-mêmes ; au lieu de prendre des avocats pour proposer un mode d'action futur, agissez ! Les occasions ne manquent pas aux hommes de bon vouloir. Rejeter sur les autres la responsabilité de sa conduite, c'est manquer de vaillance.

Je vous salue de tout cœur, compagnons.

Élisée Reclus (Lettre adressée à Jean Grave, insérée dans Le Révolté du 11 octobre 1885.)



L'abstention électorale – Jean Grave

Mais où cette divergence de vues s'accroît et accroit d'intensité, amenant les socialistes à traiter les anarchistes pis qu'ils ne traitent leurs adversaires bourgeois, et, par ricochet, les anarchistes à répondre de façon analogue, c'est devant la question du vote.

Et, comme cette question d'élection se dresse à chaque instant dans la vie de propagande, puisque journallement, il y a, quelque part, des candidats à choisir, des élus à proclamer, la lutte reprend à tous les instants, ne s'envenimant pas à chaque fois parce que, déjà, elle a atteint un diapason difficile à dépasser, mais conservant toute son acrimonie.

Ce fut, du reste, sur cette question que, en France se scindèrent les révolutionnaires, et que les anarchistes, se séparant des autres socialistes avec lesquels ils avaient marché jusqu'alors, répudiant absolument le suffrage universel au congrès du Centre en 1879, s'affirmèrent comme anarchistes et commencèrent leur propagande particulière.

Ayant reconnu que le bulletin de vote était non seulement incapable d'affranchir les exploités, mais était aussi, surtout, un instrument de domination et de tromperie à l'égard des travailleurs, les anarchistes combattent le suffrage universel non seulement comme inutile, mais comme très dangereux... pour ceux qui s'en servent.

Et les socialistes ne peuvent leur pardonner d'enseigner aux électeurs que le suffrage universel est un mensonge, eux qui ont basé toute leur fortune politique sur lui.

Mais cette divergence n'est, en somme, que la continuation de la lutte entre l'esprit de domination d'autorité d'un côté, et, de l'autre, de l'esprit d'affranchissement et de liberté !

Dans La Société mourante, au chapitre Autorité, j'ai déjà dit ce que je pensais du suffrage universel. J'ai essayé d'y démontrer son impuissance à apporter aucune amélioration au sort de tous ceux qui ont à souffrir de la société actuelle ; sa parfaite adaptation à les tromper, les leurrer et les décevoir.

Plus loin, en ce livre-ci, j'aurai à revenir sur l'inanité des réformes, c'est pourquoi je ne traiterai ici du suffrage universel que pour expliquer l'abstention.

Quand nous avons, aux prêcheurs de réformes, démontré l'inanité du suffrage universel, son mensonge lorsqu'il prétend représenter l'opinion, ceux-ci se cantonnent dans ce dernier argument :

« Mais si la classe ouvrière, par l'abstention systématique, se retire de lutte, elle s'exclut en fait du droit électoral et de la participation à la confection des lois ; c'est ainsi se supprimer elle-même, en se vouant à la seule volonté des maîtres. Quelle bénédiction pour les capitalistes ! la classe ouvrière se suicidant politiquement elle-même, les privilégiés pouvant jouir en tout repos, puisqu'ils resteront les maîtres de faire ce qu'ils voudront ! »

Ce n'est voir qu'un côté de la question, ce n'est pas raisonner. Et la dernière législature écoutée, celle qui est en cours, nous démontrent que la politique

n'est qu'un foyer corrompue et que, lorsqu'il s'agit de doubler les clauses du programme qui vous a fait élire, les socialistes ne diffèrent pas des autres politiciens.

S'ils ont combattu certaines restrictions à la liberté de penser et d'écrire, c'est qu'ils avaient peur que les lois proposées se retournent contre eux. Chaque fois qu'ils leur a semblé qu'elles ne pouvaient être dangereuses qu'à leurs adversaires, ils se sont abstenus quand ils n'osaient pas les légitimer. En tous cas, le plus souvent, quand ils les combattaient, c'était sur leur mode d'application et non pour le principe même.

Et lorsque, à un moment où le ministère s'appuyait sur eux, ils se refusèrent de voter l'abrogation des « lois scélérates » pour ne pas compromettre leur ministère, ils savaient que si on les appliquait, ce ne serait pas contre eux !

Et, pour l'affaire Dreyfus, les députés socialistes se sont-ils distingués des monarchistes ? Ne les avons-nous pas vus se mettre docilement à la remorque du pouvoir et voter toutes les mesures capables d'empêcher la vérité de se faire jour ? Y en a-t-il eu un seul qui ait osé élever la voix pour réclamer ce qu'exige la plus vulgaire honnêteté ?

Et lorsque nous savons que, quelle que soit l'étiquette de ceux qui seront au pouvoir, nous aurons à payer les pots cassés, peut-on nous faire un grand crime de nous désintéresser de la façon dont ils s'y seront hissés et que nous nous refusions à leur faire la courte échelle ?

Or, en ce qui nous regarde, si l'accusation de faire le jeu des réactionnaires, n'a pas grande valeur, voyons ce qu'elle vaut, en ce sens que, en provoquant l'abstention, nous enlevons aux candidats les plus progressistes, les voix des électeurs avancés, et compromettons ainsi les libertés acquises, en permettant aux réactionnaires d'être les maîtres au Parlement.

Aujourd'hui, la République est hors de cause. Bonapartistes, monarchistes, peuvent avoir encore quelques partisans, mais ces partisans n'ont aucune attache dans la population. Un coup de force leur est impossible. Leur attachement à un régime disparu n'est plus qu'un acte de foi qui n'a plus aucune conséquence.

Et les derniers événements nous le démontrent. Les convulsions de l'épileptique Déroulède en sont la preuve convaincante. Même unis aux réactionnaires républicains, avec l'appui de tout le fonctionnarisme, leur action est nulle pour un changement de régime.

C'est que toute la ploutocratie a intérêt à conserver l'étiquette de République. Par elle, elle a le pouvoir sans conteste ; par elle, elle endort les réclamations, et ils sont encore nombreux, ceux qui croient que la République est le régime par excellence pour donner la liberté et le bien-être, et sont convaincus que si les fonctions étaient remplies par des républicains sincères, cela serait suffisant pour leur donner tout ce qu'ils désirent.

Outre qu'elle ne tient pas à courir les dangers d'un coup de force qui, après tout, pourrait rater, la bourgeoisie n'a nul intérêt à avoir un roi ou un empereur qui, tout en étant forcés de la défendre – ils ne pour-

raient se tenir au pouvoir sans cela – pourraient cependant avoir la velléité de se faire de la popularité parmi les travailleurs aux dépens de ceux qui possèdent – Chose fort peu probable, mais toujours possible cependant, vu que l'on ne sait jamais ce qui peut se passer dans la tête d'un individu.

En exerçant le pouvoir elle-même, la bourgeoisie n'a pas cela à craindre, d'autant plus que le suffrage universel semble donner aux exploités une part de ce pouvoir et de cette autorité.

Les nombreux millions qu'elle serait forcée d'accorder à la liste civile, lui servent à créer des sinécures de plus en plus nombreuses où se casent les siens, augmentant ainsi le nombre de gens intéressés à sa défense. Elle échappe à toute responsabilité, son exploitation du pouvoir étant anonyme.

Le régime monarchique qui aurait eu les scandales parlementaires qui ont crevé comme des pustules sur le régime que nous subissons, ou qui aurait osé faire des lois restrictives comme en ont fait les républicains qui nous gouvernent, ce régime en serait mort.

Le suffrage universel s'il en a été éclaboussé, c'est si peu qu'il reste encore la meilleure arme gouvernementale aux mains de la bourgeoisie.

Et puis, c'est une erreur de croire qu'un gouvernement fasse absolument ce qu'il veut. L'axiome : « on n'a que le gouvernement que l'on mérite » est parfaitement vrai. Les gouvernants n'osent que ce que leur permet la lâcheté des gouvernés.

Quelles que soient les lois que vote un Parlement, elles ne

peuvent être appliquées que si les gouvernés s'y prêtent.

Et les fameuses « lois scélérates » en sont un exemple.

Elles devaient foudroyer l'anarchie. Leur rédaction permettait de poursuivre et d'envoyer au bagne qui se réclamait de l'anarchie. Elles faisaient appel à l'espionnage, à la délation en punissant celui qui ne se faisait pas dénonciateur.

Et, cependant, nous continuons à nous proclamer anarchistes, nous continuons à développer nos idées, à faire la critique de l'ordre social, dans les mêmes termes, avec la même virulence qu'avant leur vote, et l'on a pas osé nous appliquer les lois.

Le peu qu'on a osé les appliquer ne l'a été que pendant une période de terreur, et, la terreur passée, chaque fois qu'on les a sorties, elles ont été plus bénignes que les lois ordinaires.

Cela, tout simplement, parce que l'on a été forcé de tenir compte d'une certaine opinion qui veut que toute idée puisse s'exprimer librement et qu'il n'est pas au pouvoir, même des gouvernants, de remonter certains courants.

Toute la réaction que nous avons à craindre c'est celle venant des Parlements. Et, comme on le voit, une forte opinion peut la faire avorter.

La vie d'un peuple ne se compose pas que d'élections; sorti du bulletin de vote, ce ne sont pas les occasions d'agir qui manquent à son activité.

Et l'on peut travailler à susciter cette forte opinion publique, sans avoir besoin de prendre part aux tripotages électoraux.

Écœurés par la politique, convaincus de la malhonnêteté du milieu parlementaire et de sa nuisance, sachant que les lois sont inefficaces, là où elles ne sont pas appuyées par les faits, les anarchistes ont vu que, en tant qu'exploités et opprimés, ils n'avaient rien à gagner dans ce milieu corrupteur, et se sont mis à faire ressortir toute l'inutilité des campagnes électorales à leurs compagnons de chaîne.

S'apercevant que les quelques avantages que les travailleurs pouvaient en tirer ne valaient pas la dépense d'efforts que nécessitait l'envoi d'un député à la Chambre ; s'étant rendu compte que les individus qui venaient leur demander leurs suffrages, en leur promettant émancipation et bien-être au moyen de lois favorables, n'étaient que des fourbes ou des ignorants ; ne voulant plus être dupes, ne voulant plus dépenser leurs forces à des besognes inutiles, les anarchistes ont déserté le terrain politique.

Et cela, chez eux, n'est pas seulement une conviction, c'est un fait démontré par l'expérience et le raisonnement. Et c'est cette vérité qu'ils s'efforcent de faire pénétrer parmi le troupeau électoral.

Mais où les parlementaristes ont ils pris que l'abstention, telle que le comprennent les anarchistes, était synonyme de désertion, qu'il n'y avait plus qu'à se croiser les bras, et laisser la bourgeoisie tripatouiller la vie sociale à son aise ?

Je sais qu'il y a des esprits ainsi faits qui ne voient jamais qu'un côté des choses. Quand, une fois, ils se sont consacrés à une des subdivisions de l'activité mentale, ils veulent absolument faire de cette subdivision, le moteur principal de toutes les activités humaines, et lorsqu'ils ne nient pas ce qui

n'est pas du ressort de leurs études, ils veulent à toutes forces le subordonner à leur idée fixe, et ne l'accepter que comme une dépendance de l'objet de leurs aptitudes.

Les partisans du vote raisonnent un peu comme cette sorte de gens : « Vous ne voulez pas voter, donc vous ne voulez rien faire », nous disent ils.

Or, pour des gens qui veulent s'emparer du pouvoir, d'où l'on doit prévoir tous les besoins d'une agglomération sociale, parer à toute difficulté, organiser tous les services que comporte une société, les régler et les ordonner pour que tout marche d'une façon parfaite, c'est faire montre d'un esprit absolument étroit ; lorsqu'il faudrait, au contraire, faire preuve d'une compréhension encyclopédique.

Voulant confier à quelques-uns la direction de tous, c'est admettre que ces quelques-uns, pour s'acquiescer adroitement de leur tâche, possèdent toutes les connaissances humaines ! – Ils commencent par raisonner comme des gens bornés.

Il est impossible qu'un homme acquière un cerveau encyclopédique. Quelle que soit sa capacité, la somme des connaissances humaines dépasse la capacité cérébrale des plus doués. Et l'être le plus intelligent n'acquiert des connaissances en largeur, qu'en perdant en profondeur sur la plupart, sinon sur toutes.

Celui qui acquerrait une parfaite connaissance des choses, qui arriverait à déterminer tous leurs rapports, celui-là n'accomplirait aucun acte ; ne ferait aucun mouvement, n'émettrait aucune idée, sans en avoir prévu toutes les conséquences, Ce-

lui-là pourrait prédire l'avenir.

Celui-là, – en admettant que l'esprit de justice absolue soit en relation étroite avec l'intellectualité parfaite, celui-là, sauf l'immortalité, aurait la puissance d'un Dieu, et pourrait, peut-être gouverner équitablement les hommes.

Mais celui-là n'a jamais existé ; et il est plus que probable que l'humanité aura cessé d'exister avant qu'elle le produise, puisque, à cette heure, où les connaissances humaines sont encore si incomplètes il n'existe pas d'individu pouvant les embrasser toutes intégralement, et que les matières à connaître grandissent avec les connaissances et le cerveau.

Donc, quoi qu'en disent les parlementaristes, en s'abstenant de prendre part à la comédie électorale, les anarchistes n'ont nullement l'intention de laisser faire les réactionnaires.

Tant que les individus seront asservis économiquement, toutes les libertés politiques qu'on leur octroiera ne seront qu'un leurre, parce que celui qui, pour vivre, est forcé de se mettre à la solde d'un employeur, celui-là ne peut être libre devant qui peut le condamner à crever de faim en refusant d'utiliser ses services.

D'autre part, dans une société où l'activité de l'individu est bornée par la possession d'espèces monétaires, où tout se paie, tout se vend, il ne peut y avoir de liberté que pour celui qui possède. Et l'on aura beau reconnaître le plus solennellement possible, tous les droits voulus, à tous indistinctement, cela ne signifiera rien, tant que tous n'auront pas la possibilité d'user de ces droits.

Dans une société où tout est subordonné au pouvoir de l'argent, la légalité ne peut-être qu'au service de ceux qui détiennent le capital. Il n'y a rien à attendre du parlementarisme ; car le parlementarisme est la consécration légale de ce qui existe, et on ne détruira ce qui existe qu'en sortant de la légalité.

Nous ne voulons, non plus, charger personne d'agir en notre lieu et place, nous voulons agir par nous-mêmes, parce que en chargeant des tiers de faire des lois auxquelles nous devrions obéir ensuite, se serait tendre d'avance, le cou à toutes les lisières dont pourraient, par la suite, nous charger ceux dont nous aurions fait nos maîtres.

Je sais bien que beaucoup de socialistes affirment que leur gouvernement ne serait qu'un minimum de gouvernement ; que sa tâche serait d'assurer la liberté de tous, en se conformant, à tous les instants, à la volonté générale.

Outre que la tyrannie de la majorité est tout aussi bien, pour ceux qui la subissent, une tyrannie aussi répulsive que si elle n'émanait que d'un seul, j'ai dans La société future essayé de démontrer qu'il n'y avait pas de moyen terme entre l'autorité et la liberté individuelle. Si un gouvernement, ou une administration (certains socialistes prétendent que leur gouvernement ne serait qu'administratif) doit édicter des mesures générales, il lui faudra une force pour les faire respecter. S'il n'a pas de force coercitive, il est inutile.

Et alors, ne voulant pas de gouvernement dans la société que nous rêvons, nous commençons dès maintenant à lutter contre ceux qui existent et refusons d'en constituer, si anodins soient ils, si bien intentionnés

qu'ils nous assurent de l'être.

Ce que nous tenons surtout à démontrer, c'est que les institutions actuelles, si puissantes qu'elles paraissent, ne tirent de force que de la participation qu'y prennent les individus, nous voulons faire le vide autour d'elles pour les faire périr. Cela est le côté négatif de notre propagande, la raison de notre abstention dans la politique. Mais notre activité ne se borne pas à la négative, elle a aussi un côté positif très large et qui s'élargira d'avantage par la diffusion de l'idée.

Et ce côté actif c'est, en toutes circonstances de la vie, d'agir autant faire que se peut dans la direction de nos idées, de façon à réaliser le plus possible ce que nous désirons.

Nous verrons plus loin, au chapitre que faire qu'elles peuvent être, déjà, ces différentes formes de notre activité.

Mais ce qui est certain, c'est que, règle générale, les lois ne sont autre chose que la sanction du fait accompli, ne sont que la reconnaissance d'une règle de mœurs ou de coutumes. Je ne parle pas, bien entendu, des lois d'occasion, faites pour les besoins passagers des gouvernants, et ne sont applicables que dans les situations exceptionnelles.

Lorsqu'une transformation de mœurs s'opère au sein de la population, la loi est forcée de s'effacer ou de se transformer, elle aussi. Ce fut un mouvement d'opinion publique en dehors du parlement qui, en Angleterre, força ce dernier à sanctionner la réduction des heures de travail.

De même que, lorsqu'elle est en avance sur l'opinion, la loi est encore forcée de rester inefficace.

En 1871, la Commune de Paris vota la reprise des ateliers abandonnés par les patrons. Mais, à part quelques exceptions, personne, à cette époque, ne parlait de reprise de possession. Aussi, la loi resta parfaitement inappliquée, et à l'état de lettre morte.

«Les partisans de la Commune se battaient à ce moment» nous répondra-t-on, «et n'avaient pas le temps de s'occuper de l'atelier».

On se battait, mais on travaillait aussi. Et lors de la prochaine révolution, la lutte militaire ne devra pas faire oublier la lutte économique.

S'emparer de l'atelier, supprimer la borne agraire, détruire les titres de propriétés chez le notaire, le cadastre et l'état-civil à la mairie, devra marcher de pair avec la défense de la barricade et l'attaque contre le pouvoir.

Nous verrons par la suite toutes les occasions que la vie sociale peut nous fournir pour agir. C'est l'action de tous les jours, de tous les instants, et que notre abstention n'est pas de la passivité.

Osera-t-on affirmer qu'agir ainsi, serait faire le jeu de la réaction ? oserait-on nier que cette action-là ne soit pas plus efficace que celle qui consiste à se reposer sur les promesses d'un candidat qui, si sincère soit-il, n'en est pas moins soumis à toutes les fluctuations que subit la volonté individuelle ?

Raisonnons.

On nous accordera bien que (cela ressort, du reste, du raisonnement des parlementaires qui continuent à se réclamer de la révolution) l'émancipation des travailleurs ne sera complète que lorsqu'ils se seront débarrassés des entraves économiques.

Nous avons vu déjà que celui qui est le salarié d'un autre ne pouvait être libre, qu'il y avait des libertés trop coûteuses pour celui qui, déjà, n'a pas la satisfaction assurée de ses besoins physiques primordiaux. Où il importe donc, avant tout, d'opérer des changements, c'est dans les conditions du travail, ceux de l'ordre politique n'étant qu'accessoires.

C'est ressasser un lieu commun de répéter, une fois de plus, que le seul rôle de l'État est d'assurer la défense des privilégiés et que, par conséquent, loin d'apporter des restrictions au droit d'exploitation, il s'efforcera de les défendre et de les maintenir en toute intégrité.

Nous verrons plus loin que, lorsqu'il fait semblant d'y apporter des modifications, ces modifications sont tellement anodines que les changements qu'elles opèrent ne portent que sur la forme et non sur le fond.

«Envoyez-nous au pouvoir» disent les socialistes, «et cela changera». Et les naïfs de répéter derrière eux : «En effet, si nous avions au Parlement, une majorité de socialistes, ces socialistes voteraient les réformes que nous réclamons et les patrons seraient bien forcés de s'y soumettre !» Et on vote pour les proposeurs de réformes.

Trouvant plus difficile et trop long d'agir par soi-même, on se repose sur son député, ce qui est, au reste, plus commode, attendant de son activité et de sa bonne volonté la création d'une société mieux organisée. On s'imagine avoir ainsi simplifié la question, alors que l'on a fait que l'é luder et la compliquer.

Avec l'action parlementaire, lorsqu'une corporation, un groupement quelconque veulent

obtenir des transformations les concernant, il leur faut apporter ces questions spéciales dans le milieu électoral qui, les trois-quarts du temps, n'a rien à voir à ces questions ou peut avoir des intérêts tout à fait opposés.

C'est donc une première lutte à soutenir dans le collège électoral, contre d'autres corporations, d'autres groupements qui y sont indifférents ou contraires.

Mais, supposons que le groupe ait gain de cause et ait réussi à faire insérer ses réclamations dans le programme de l'élu. Cet élu, arrivé au Parlement, devra, à nouveau, lutter contre l'indifférence ou l'opposition d'autres députés qui pourront n'avoir été élus qu'en s'engageant à faire triompher des principes autres ou contraires.

On peut facilement comprendre qu'avec ces complications les partisans d'une réforme, si simple soit-elle, ne soient jamais qu'une infime minorité dans le Parlement.

Nous ne parlerons pas du Sénat où doit s'opérer une troisième lutte, et comment il se fait que les sessions et les législatures se succèdent les unes aux autres, la plupart des réformes restant indéfiniment à l'état de projets.

Quant à celles qui finissent par arriver à terme, elles ont tellement été discutées, amendées, corrigées, que lorsqu'elles sortent de ces différents tripatouillages, elles sont devenues si anodines qu'elles n'apportent aucun changement à la situation qu'elles sont censé devoir transformer.

La société étant basée sur l'antagonisme des intérêts d'individu à individu, de groupe à groupe, de corporation à corporation, de

région à région, dans la même nationalité, que ce conflit d'intérêt aveugle tout le monde, déformant les plus simples notions de justice et que le moindre changement proposé contre l'ordre social qui peut sembler juste et rationnel à ceux qui espèrent qu'il va apporter une amélioration à leur situation, est considéré comme attentatoire à leurs droits par ceux qui, satisfaits de l'ordre présent, s'imaginent que leur quiétude pourrait être troublée par un changement quelconque.

Comme l'entendent les anarchistes, au contraire, pas de complications, pas de surprises. Il n'y a pas besoin d'attendre la bonne volonté de législateurs plus ou moins intéressés à atermoyer, sinon à agir contre. Pas besoin de lutter pour constituer des majorités ondoyantes, toujours fuyantes, au milieu d'intérêts si contradictoires.

La majorité qu'il s'agit de grouper, pas même majorité, minorité résolue et active, se trouve parmi ceux, par conséquent, à se railler à ce qui leur sera démontré le plus propre à réaliser une amélioration pour eux.

Le champ d'action étant plus circonscrit, les intérêts opposés moins nombreux, il faudra beaucoup moins de temps pour partager l'idée que l'on voudra réaliser et trouver le noyau initiateur résolu d'agir.

Lorsqu'une corporation veut se mettre en grève, va-t-elle chercher l'assentiment du pays entier ? Elle commence par cesser le travail lorsqu'elle se croit assez forte pour soutenir la lutte. Ce n'est même, le plus souvent, qu'une petite minorité parmi la corporation elle-même, entraînant les indécis à sa suite ? Ce n'est qu'ensuite que l'on fait appel à ceux qui peuvent la soutenir.

Et c'est comme cela que l'on doit faire, chaque fois que l'on veut réaliser quelque chose. La foule, ensuite, se range derrière le fait accompli.

En passant, j'ai parlé des lois inapplicables parce que, ou la foule n'était pas encore arrivée au degré de développement qu'elles comportent ou parce que, déjà, elle l'a dépassé depuis longtemps. A ce sujet, il serait, je crois, fort curieux pour celui qui en aurait le temps de fouiller dans le fatras de toutes les vieilles lois encore en vigueur, puisque non abrogées, et d'en exhumer toutes les lois désuètes, inapplicables aujourd'hui. Il me semble qu'il y aurait des trouvailles intéressantes à faire et une philosophie à tirer.

De même qu'il y aurait un autre travail très intéressant à entreprendre, ce serait de faire le relevé des antiques coutumes et usages ayant survécu et continuait à faire force de loi, malgré le code.

M. Demolins, dans ses «français d'aujourd'hui», en cite quelques-uns où le droit de propriété, malgré l'appui des gendarmes, malgré le verdict des juges, a dû plier devant la ténacité des usages résolus de faire respecter les droits que leur accordait la coutume.

Ce qui prouve que l'on a jamais que les libertés que l'on sait garder ou que l'on sait prendre.

On peut se rendre compte, par le peu que nous venons de voir, que l'abstention anarchiste n'est pas la place laissée libre aux mesures de réaction ; mais, tout au contraire, la lutte de tous les instants contre tous les abus, politiques et économiques, de l'ordre de chose actuel.

Mais d'autres raisons encore incitent les anarchistes à désertier le vote et la politique.

Voulant une société basée sur l'initiative individuelle, cette société ne sera rendue possible que lorsque les individus s'habitueront à l'action individuelle. Et par action individuelle nous n'entendons pas, comme le prétendent les ignorants, l'action isolée, repoussent systématiquement toute entente, toute coordination d'efforts.

Ce que nous entendons, c'est l'individu agissant par lui-même, sur lui, dans ses relations, son entourage, son milieu ; mais sachant, quand besoin est, combiner ses efforts avec ceux qui poursuivent la réalisation du même but. Sachant, en un mot, accomplir par ses propres efforts, isolés ou associés, tout ce dont il a conscience, à travers tous les empêchements.

Les anarchistes sachant d'autre part qu'étant données les divergences de tempérament, de caractère, d'idées, de besoins, qui différencient les individus, un état social ne peut pas avoir de réglementation unique, sans être arbitraire, despotique, favorisant les uns au détriment des autres, et en somme mécontentant la majorité des gens, ils en concluent que, pour passer de l'état social présent à l'état social du futur, les individus doivent commencer par agir en l'état actuel comme ils devront agir dans l'état social de leurs rêves.

Et alors, agissant logiquement avec leur façon de concevoir les choses, ils refusent de participer à la confection de lois devant plier toutes les façons de voir sous la même façon d'agir.

Travaillant à la réalisation d'une société où chacun pourra librement

évoluer selon les virtualités de son individualité, nous considérons comme illogique, absurde et mensonger, de participer aux comédies du parlementarisme qui, lui, a pour but de poser des barrières à toutes les activités humaines.

Ne reconnaissant aucune loi, n'ayant nullement l'intention de forcer qui que ce soit à adopter notre manière de voir ou d'agir, nous n'avons que faire des lois de majorité. Ce que nous demandons, et que nous saurons prendre, c'est le droit d'agir et d'évoluer, en usant, comme nous l'entendons, de ce que nous devons aux générations passées. Libre à ceux qui veulent une tutelle, de se la donner, à condition qu'ils ne nous l'imposent pas.

La question de l'abstention est donc bien une question de principes. On ne conçoit pas un anarchiste prenant part à la comédie électorale, soit comme candidat, soit même comme simple électeur.

Seulement nombre d'anarchistes semblent en avoir fait la question principale de l'anarchie, et le but de tous leurs efforts, alors qu'elle n'est qu'une simple conséquence logique de nos autres façons d'agir et de penser.

Nombre de camarades et de groupes anarchistes semblent n'avoir d'activité qu'au moment des élections, retombant dans l'inaction en dehors d'elles, semblant croire par là, qu'il est d'une grande urgence pour l'idée anarchiste, d'obtenir un plus ou moins grand nombre d'abstentions.

Cela me semble mettre la charrue devant les bœufs. A mon sens, il ne peut y avoir d'abstentionniste bien conscient que s'il a compris l'anarchie en toute son intégralité.

Il est de peu d'importance d'enlever quelques voix aux candidats. L'important est de bien faire comprendre aux gens que leurs maux dérivent de causes économiques, que les replâtrages politiques sont impuissants à les guérir, et c'est là une besogne de tous les instants, alors que les élections n'ont lieu que tous les quatre ans.

Faire le vide est bien, et ce serait maladroit de ne pas profiter de la période d'électorale pour aller combattre les mensonges des politiciens ; mais il faut que l'on sente que, derrière cette abstention, il est une opinion publique puissante qui se forme, et entend mettre obstacle aux faiseurs de lois que la passivité moutonnaire des majorités continue à faire sortir des urnes.

Et cette opinion, ce n'est seulement dans les réunions électorales qu'il faut la chercher, là où déjà les passions rendent l'entendement plus difficile, c'est à toute heure, en tous lieux, à chaque acte de la vie.

L'abstention voulue, systématique, consciente et persévérante de l'électeur ne s'obtiendra pas par la distribution de quelques placards, ou par quelques discours plus ou moins éloquents prononcés aux réunions organisées pendant la courte période d'agitation qui marque l'élection d'un député ou d'un conseiller municipal, et l'invitant à désertier ce qu'il considère non seulement comme un devoir, mais surtout comme un droit.

Toutes les vérités qu'on pourra lui dire n'auront que peu de prise sur lui ; car, pour en saisir toute la valeur, il faut qu'il ait compris toute l'atrocité du mécanisme social.

L'abstention, telle que nous la comprenons, telle qu'elle doit être la vraie et efficace, est le commen-

cement de l'action. Et pour y arriver, il faut acquérir une perception nette sur la plupart des problèmes sociaux, ce qui ne s'acquiert que par un travail lent et continu d'éducation et de propagande.

Ce n'est que la compréhension de la théorie complète de l'anarchie qui peut faire un abstentionniste conscient. Ce n'est que lorsqu'il a compris que l'état social doit être changé en ses bases, par la transformation de son organisation économique, que l'électeur comprendra toute l'inanité et le mensonge du verbiage politique, et ne s'y laissera plus engluier.

Je ne veux pas dire par là que ce soit perdre son temps d'aller dans les réunions électorales, mettre les candidats au pied du mur, leur démontrer toute l'inanité de leurs promesses, faire comprendre à ceux qui les écoutent qu'il est une action plus efficace.

Cette besogne doit être faite, seulement, il ne faudrait pas que ceux qui la font s'imaginent que l'important est d'influencer l'électeur. Quelques abstentions de plus ou de moins dans un vote n'ont aucune importance pour la marche de l'idée, surtout si cette abstention n'est pas fortement consciente.

La propagande dans les réunions électorales, comme toute notre propagande en général, du reste, ne doit pas s'attendre à des résultats immédiats. Ce que nous devons chercher à faire, c'est de semer les idées, forcer les cerveaux à réfléchir, en laissant au temps le soin de faire fleurir en conscience et en actes, les idées qu'il aura reçues.

Je crois donc qu'au lieu de tant appuyer sur les gens pour les amener à s'abstenir, il faudrait seulement leur expliquer parfai-

tement le mécanisme des institutions sociales, bien leur faire comprendre que les maux dont nous souffrons proviennent de leur fonctionnement, et leur sujétion à l'organisation économique.

Prendre ensuite chaque réforme proposée, en leur démontrant que les maux qu'elles prétendent guérir proviennent de causes qu'elles négligent, et que, en sociologie comme en médecine, ce sont les causes qu'il faut détruire pour faire disparaître les effets.

Or, quelle que soit la durée de la période électorale, il est impossible, en si peu de temps, de transformer en abstentionnistes les gens qui vous lisent ou vous écoutent.

Ce sont des semences que l'on jette en leur cerveau et qui germeront avec le temps, les circonstances et la réflexion.

Inutile de conclure à l'abstention. Qu'on leur fasse entrevoir les déceptions qui les attendent, en les engageant à se souvenir de ce qu'on leur aura indiqué, du jour où ils verront leurs espérances déçues, leurs efforts stériles.

Ils prendront conscience alors que la politique n'est qu'un sophisme. Lorsqu'ils en seront là, non seulement, d'eux-mêmes, ils ne prendront plus part au vote, mais ils auront compris aussi qu'il existe un champ d'action plus efficace.



Au Havre: votre abstention s'il vous plaît

En 2014, l'abstention met-elle en péril la démocratie ?

Tout d'abord, certains éditorialistes semblent découvrir les scandales, les trafics d'influence et la corruption du monde politique. Ou bien ces philosophes, journalistes ou autres faiseurs d'opinions manquent cruellement de connaissances ou ils essaient de nous balader prétendant que « les affaires » sont d'essence récente en feignant l'étonnement voire l'écoeurement.

Avec un peu de recul, nous constatons que le pouvoir va de pair avec le clientélisme et la corruption. En termes savants, la corruption est dite consubstantielle du pouvoir.

De Mazarin, la fortune de son siècle, en passant par le surintendant Fouquet ou le népotisme napoléonien jusqu'à la Troisième République, les scandales ont toujours été monnaie courante. C'est le propre des décideurs qui s'appuient sur la force armée pour faire perdurer leurs privilèges.

Avec la Révolution française, les Français auraient pu espérer un avenir autre, c'était sans compter la prise de pouvoir de la bourgeoisie qui prit la place de la noblesse et du clergé.

L'industrialisation avec son cortège de misères ne changea en rien les inégalités criantes : conditions de travail inhumaines, insalubrité, logements indécents... Et la politique là-dedans ?

Dès les débuts de la Troisième République, les scandales pullulent. A nos récents trafics de légion d'honneur correspondaient les scandales des décorations. Par exemple Wilson, gendre du président Jules Grévy, pratiquait le trafic d'influences. Grévy démissionna de ses fonctions et le populisme de l'époque amena la

crise boulangiste... Nous pourrions évoquer le scandale de Panama où 104 « chéquards » parlementaires furent achetés pour autoriser une loi sur les loteries... Denis-Gautier Savignac, ancien président du patronat de la métallurgie, n'a rien inventé avec ses millions d'euros en petites coupures utilisées « pour fluidifier » le dialogue social ou payer divers partenaires...

Dans l'hebdomadaire anarchiste havrais, L'Idée ouvrière (1887-1888), les militants libertaires s'attaquent « aux parlementeurs » : « Les adroits faiseurs qui de par l'inconscience du peuple s'intitulent ses représentants, viennent de se réatteler à la besogne. Jolie besogne que la leur, toute de tripotages, d'intrigues, de concussions, les derniers scandales sont un léger aperçu des hontes et des turpitudes

qui constituent leur élément- un coin du voile a été soulevé- ils vivent là comme le poisson dans l'eau. ». Ce texte datant de 127 ans est toujours d'actualité.

L'affaire Dreyfus, l'affaire Durand et la répression constante du mouvement ouvrier durant quelques décennies firent qualifier nos instances gouvernementales en 1912 de « République des ripoux et des marlous » par Yvetot, membre du Bureau confédéral de la CGT.

déral de la CGT.

Mais comme pour la dénonciation du stalinisme, les anarchistes continuent de crier dans le désert pour dénoncer les magouilles des politiciens même si de plus en plus de personnes voient en ces derniers une classe corrompue à bout de souffle.

L'entre-deux guerres eut aussi son lot de scandales (Stavisky...) et vit une montée de populisme et de fascisme.



Photo du congrès de l'Union des Syndicats du Havre et de la Région, Rue Jean Bart. Le journal « Vérités » est tenu par de nombreux congressistes. Dans ce mensuel de l'Union des Syndicats, les éditos titraient « Antivotards! », parce que l'Emancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes. Pas d'alternative possible...

Et aujourd'hui, en 2014, rien de nouveau sous le soleil.

Les affaires Tapie, Bettencourt, Karachi, Guéant, Sarkozy, Copé et l'agence Bygmalion ajoutées à déjà tant d'autres pour la droite ne font pas oublier celles de la gauche : le cabinet d'études Urba, DSK et le Carlton, Guérini, Cahuzac, Kuchaida... De tous temps le trafic d'influence, doux synonyme de corruption, a été un instrument du pouvoir. Marchés pipés, emplois fictifs, détournement de fonds publics, délits d'initiés, prises illégales d'intérêts... tout y passe. Nous sommes dans le monde de la délinquance en col blanc, délinquance peu punie en regard de la petite délinquance de citoyens lambda. Les prisons sont pleines de pauvres pas de riches même si quelques-uns y croupissent. La différence entre les siècles passés et aujourd'hui c'est que l'information circule très vite et se diffuse à grande échelle via les réseaux dits sociaux. Pour autant, nos hommes politiques et certains patrons jouent sur une législation qui leur est favorable : fraude au fisc légale, montages financiers, procédures d'avocats connaissant les arcanes de la filouterie. Avec ce type de personnes, on est plus proches de barbouzes sans éthique que de modèles à suivre.

Les affaires défraient la chronique depuis bien longtemps et sans avoir cessé depuis 1848, dès les débuts de l'obtention du suffrage universel, bien mal nommé puisque les femmes en étaient exclues.

Par contre on peut noter de nos jours une prolifération des scandales à répétition. Une espèce de vertige de scandales de tout ce qui touche au financement des partis politiques. La loi sur le financement des partis n'a en rien enrayé les délits. L'impunité dont ont joui ces partis durant des décennies a favorisé les pratiques illégales favorisées par des procédures judiciaires très lentes... Le cynisme des politiciens encouragé par une dépolitisation et désidéologisation de leurs mandants nous mène droit dans l'abîme.

La révélation de toutes les turpitudes de nombreuses personnalités politiques n'est rien si dans les faits, tout continue comme avant. De la même manière, les traders de 2007 nous ont conduits dans l'impasse

et au bord du gouffre financier et continuent à jouer avec le feu en récidivant comme de vulgaires accrocs aux profits faciles et mirobolants. Les politiques font de même, tant que personne ne met un frein ou un coup d'arrêt à ce système infernal! La bêtise ambiante nous indique aussi que D.S.K. pourrait être un recours pour sortir de la crise. On marche sur la tête.

La crise économique et notamment le chômage et un pouvoir d'achat rogné exacerbe la population qui en est victime et rend plus indécente la corruption. Nos concitoyens considèrent que 70% des partis sont corrompus. A vrai dire, ces derniers se délitent sur le plan moral et des idées. L'intérêt bien compris des politiciens est de remplir les urnes à leur profit afin de récupérer les subventions et les financements qui permettent la sauvegarde de leurs structures et leur pouvoir. Ce qui cimente les partis quels qu'ils soient, c'est le pacte électoral qui les soude par intérêt financier. Une fois l'argent des élections engrangé, la guerre des egos peut reprendre... Car dans toutes les structures politiques, il existe des personnalités qui veulent devenir calife à la place du calife. Le califat des temps modernes est donc basé sur l'efficacité électorale sans exigence éthique mais préférant l'enrichissement personnel.

Les anarchistes, nous l'avons déjà signalé, dénoncent ce système qui risque de nous précipiter dans l'abîme. Le suffrage universel est une arme au service des puissants qui empêche ainsi toute révolution en faisant miroiter au peuple une souveraineté aussi vaine qu'absurde. La machine électorale qui nous asservit n'est forte que de notre acquiescement. La démocratie n'a pas besoin de l'abstention pour être en péril, les pratiques de ses élites politiques suffisent à la tâche. L'abstention lucide et volontaire ne peut conduire qu'à une prise en charge de la chose publique par les intéressés eux-mêmes. Pas besoin de médium : action directe des travailleurs, c'est-à-dire sans intermédiaires politiques. Voilà le salut de la République sociale et de la démocratie directe.

(Goulago)

Le Libertaire

Internet : <http://le-libertaire.net/>

E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com

Directeur de la Publication : Olivier Lenourry

Numéro de commission paritaire en cours

A VOS PLUMES !

Le libertaire accueille amicalement l'apport aertistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices

Envoyez vos articles au Libertaire, par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com